

Hôtel Matignon
Monsieur le Premier Ministre
Édouard PHILIPPE
57 rue de Varenne
75700 Paris SP 07

Paris, le 9 avril 2020

Objet : Message d'alerte de la filière bois française

Monsieur le Premier ministre,

Nos entreprises appliquent avec la plus grande minutie les mesures sanitaires édictées par le gouvernement depuis le début de la crise.

Nous œuvrons sans relâche pour que la filière continue de servir l'économie nationale en son rang de filière stratégique.

Grace aux mesures gouvernementales, au recours au chômage technique et à l'emprunt, les aides permettent aux entreprises de surseoir temporairement à un décaissement supérieur à leur chiffre d'affaires.

Cependant sans reprise rapide et massive de l'activité chez nos clients (travaux publics, bâtiment, industrie, ...) de nombreuses entreprises ne pourront surmonter les échéances auxquelles elles vont devoir faire face très rapidement.

Or le manque de volontarisme des acteurs des travaux publics et du bâtiment (y compris pour les chantiers publics où l'état et collectivités sont donneurs d'ordre) pour reprendre le travail nous inquiète vivement.

Toute la chaîne de valeur est impactée et ne comprend pas les raisons de ces blocages car la mise en sécurité des salariés et de l'encadrement n'est pas insurmontable dans de nombreuses situations moyennant du volontarisme et du dialogue.

Pour la filière bois cette urgence est doublée d'un enjeu environnemental avec la reprise de la crise scolytes qui ravage nos forêts comme celle nos voisins.

Sans reprise rapide les bois issus de ces forêts vont perdre leur valeur voire leurs débouchés et déstabiliser de façon substantielle tout l'amont forestier à commencer par l'ONF et les communes.

Notre inquiétude se double d'une forte incompréhension car en Europe et dans une grande majorité de pays (Allemagne, Suède, Finlande, Hollande, Espagne, Portugal, ...) la filière bois continue à travailler très largement car nous la servons.

Il en ressort l'impression que les blocages observés en France pour le bâtiment et les travaux publics seraient largement Franco-français.

De tels écarts sont pour nous un élément supplémentaire qui nous conduit à vous adresser ce cri d'alarme pour la survie de notre secteur.

En effet si aucune initiative n'est prise rapidement avec des décisions fortes nous serons contraints de revenir vers vous afin d'examiner les modalités d'accompagnement et des mesures d'appui à la survie de nos entreprises car notre filière est proche du point de non-retour.

Nous espérons que ce cri d'alarme sera entendu et traité rapidement.

Nous vous prions, Monsieur le premier ministre, d'agréer l'expression de notre très haute considération.

Le Président,



Philippe SIAT